



Brussels Studies

La revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles
/ Het wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over
Brussel / The Journal of Research on Brussels
Collection générale | 2008

L'usage des langues à Bruxelles et la place du néerlandais

Quelques constatations récentes

*Taalgebruik in Brussel en de plaats van het Nederlands. Enkele
recente bevindingen*

Language use in Brussels and the position of Dutch. Some recent findings

Rudi Janssens

Traducteur : Evelyn Mornard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/518>

DOI : 10.4000/brussels.518

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Rudi Janssens, « L'usage des langues à Bruxelles et la place du néerlandais », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 13, mis en ligne le 07 janvier 2008, consulté le 03 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/518> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/brussels.518>



Licence CC BY

Résumé

Le caractère multilingue de la population, le nombre de familles multilingues et le fait que de plus en plus de Bruxellois emploient des services des deux communautés linguistiques rend l'établissement d'un lien entre la personne et les communautés linguistiques spécifiques de plus en plus difficile à Bruxelles. Le paysage linguistique lui-même gagne sensiblement en complexité. Le français reste manifestement la lingua franca et les jeunes nés à Bruxelles mais d'origine 'allochtone' se tournent, au sein de leurs nouvelles familles, de plus en plus vers le français. En même temps, le nombre de familles bilingues et le nombre de langues parlées à la maison augmentent également. La proportion de Bruxellois originaires de familles unilingues néerlandophones diminue légèrement et de plus en plus de Bruxellois qui s'expriment en néerlandais à la maison le font en combinaison avec une autre langue. En dépit de tout cela, ces personnes parlent de plus en plus le néerlandais dans la vie publique. En matière d'emploi des langues, l'anglais occupe une troisième place stable et est surtout parlé dans l'environnement de travail même si une proportion croissante de Bruxellois prétend mieux maîtriser cette langue que le néerlandais. Les Bruxellois estiment que cet environnement multilingue est une plus-value importante, même si la polarisation politique guette au détour du chemin.

Auteur

Rudi Janssens est sociologue linguistique, professeur à la faculté de philosophie et lettres de la VUB (Bruxelles) et senior researcher au Brussels Informatie-, Documentatie- en Onderzoekscentrum (Brio, www.briobrusssel.be) où il est responsable du volet recherche en sociologie des langues. Il travaille surtout sur l'emploi des langues dans les villes multiculturelles et sur l'impact de la politique linguistique. En collaboration avec Laurence Mettewie (FUNDP), il a publié récemment 'Language use and language attitudes in Brussels' chez Lagabaster D. & Huguet A. (ed.) *Multilingualism in European Bilingual Contexts, Language Use and Attitudes*; Clevedon: *Multilingual Matters*, 2007, pp. 117 & s.

Rudi Janssens

L'usage des langues à Bruxelles et la place du néerlandais. Quelques constatations récentes

Traduction : Evelyn Mornard

Introduction

Il y a 10 ans, le Centre d'études interdisciplinaires de Bruxelles (*Centrum voor de interdisciplinaire studie van Brussel*) de la VUB (Vrije universiteit Brussel - Bruxelles) lançait le projet *Taalverhoudingen, taalverschuivingen en taalidentiteit in Brussel* (Coomportements, évolutions et identité linguistiques à Bruxelles) (Janssens, 2001), appelé également '*Taalbarometer 1*' (Baromètre linguistique 1). L'objectif consistait à esquisser, sur la base d'une enquête représentative auprès de 2500 Bruxellois majeurs, l'image linguistique générale de la Région de Bruxelles-Capitale. À l'époque, l'étude avait pour intention principale de combler la lacune due à la suppression des recensements linguistiques dont le dernier, réalisé en 1947, avait donné des résultats assez peu fiables. L'indisponibilité de chiffres officiels relatifs au contexte linguistique a donné lieu à de nombreuses discussions, dans le meilleur des cas, reposant sur du matériel et des données partiels, et dans le pire, alimentées par des suppositions et des mythes sans aucun fondement. En 2005, une étude de suivi, menée dans le cadre du BRIO (*Brussels Informatie- Documentatie- en Onderzoekscentrum* - Centre d'information, de documentation et de recherches sur Bruxelles) à la demande de la *Huis van het Nederlands* (Maison du néerlandais) à Bruxelles, a été baptisée le « Baromètre linguistique 2 ». À l'instar de la première étude, celle-ci a travaillé sur un échantillon représentatif sélectionné par l'INS. 2500 Bruxellois âgés de 18 à 70 ans ont été interrogés de vive voix sur leur connaissance, leur usage et leurs comportements linguistiques (voir Janssens, 2007a). Le présent article présente une synthèse des principaux résultats et changements survenus au sein de l'image linguistique bruxelloise, en se fondant sur les résultats des deux études¹.

¹ L'analyse intégrale des résultats se trouve dans JANSSENS, Rudi, "Van Brussel gesproken. Taalgebruik, taalverschuivingen en taalidentiteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (Taalbarometer II)", *Brusselse Thema's* 15, Bruxelles, VUBPRESS, 2007.

Langues et communautés linguistiques

Si, du point de vue politique, Bruxelles reste une ville bilingue, il y a longtemps que, sur le plan sociolinguistique, cela n'est plus le cas. Le contexte multilingue est considéré, par une très grande majorité des Bruxellois, et ceci quel que soit leur bagage linguistique, comme un atout important. Parallèlement au potentiel économique du statut international de Bruxelles, la richesse de la vie culturelle qui s'y manifeste et qui n'existe dans aucune autre ville belge de manière semblable est, pour beau-coup, un pôle d'attraction suffisant pour s'installer en Région de Bruxelles-Capitale. Cette dynamique sous-entend néanmoins qu'au sein de ce paysage linguistique, un certain nombre d'évolutions se présente et que les rapports entre les groupes linguistiques ne sont pas en permanence caractérisés par l'harmonie parfaite. La toute première question qui se pose, toutefois, est la mesure dans laquelle on peut encore parler à Bruxelles de groupes ou de communautés linguistiques exclusives et exhaustives. Le fait que Bruxelles n'est pas seulement une ville de néerlandophones et de francophones est évident depuis longtemps, même si d'aucuns tentent de réduire sa population à cette dichotomie, ce que formule comme suit la version francophone de l'encyclopédie Internet populaire Wikipédia : '*Bruxelles compte 85 à 90 % de francophones dont environ un tiers n'ont pas le français pour langue maternelle*'². Posons-nous donc la question de savoir dans quelle mesure il est encore correct de parler de groupes linguistiques. Si l'on observe, par exemple, le groupe cible de la politique de la Communauté flamande, on constate qu'il s'agit des néerlandophones, des utilisateurs de l'infrastructure et des services de la Communauté flamande ainsi que de toutes les personnes qui se sentent liées d'une manière ou d'une autre à cette communauté ou qui souhaitent établir un lien avec elle, en bref, pratiquement tous les Bruxellois. On peut difficilement qualifier cet ensemble de groupe ou de communauté linguistique. Les antécédents linguistiques ne sont pas toujours déterminants pour choisir l'école où l'on inscrit son enfant. Peut-on, pour autant, assimiler à des néerlandophones ou à des membres de la communauté flamande tous les francophones qui fréquentent les écoles néerlandophones, même si leur choix scolaire, dans le contexte bruxellois, ne semble pas contradictoire et même s'ils appartiennent au groupe cible de la politique de la Communauté flamande ? On retrouve la même diversité dans la participation aux initiatives et à l'infrastructure culturelle ouverte à tous les Bruxellois, quel que soit leur régime linguistique. La fameuse norme des 300.000, norme appliquée par la Communauté flamande à sa politique bruxelloise s'adressant à un groupe cible de 300.000 Bruxellois, constitue par conséquent une bien meilleure représentation de l'impact de cette communauté à Bruxelles. Et, dans ce cas-ci, impact ne signifie certainement pas adhésion à un groupe linguistique déterminé. Le lien entre la Communauté flamande – et la même chose s'applique forcément également à la Communauté française – et les Bruxellois n'est pas purement basé sur la langue et il est même hautement probable qu'une très large majorité des Bruxellois possède des liens avec les deux communautés. Cela ne signifie pas non plus que la langue soit un critère non pertinent pour la formation d'une communauté. Elle constitue en effet une part

² Le 19 septembre 2007, on pouvait lire 'Cette ville-région officiellement bilingue est habitée par une majorité de Belges francophones (de 85 à 90% des habitants sont de langue française, dont près de 33% du total sont allophones) et par une minorité flamande (de 10 à 15% de la population).'

importante de l'identité, plus encore que les variables démographiques, pourtant considérées, en règle générale, comme déterminantes. Mais, par définition, l'identité est stratifiée et la langue n'en est donc qu'une facette. De plus, le bilinguisme ou le multilinguisme peuvent également caractériser cette identité. La classification sur la base de la langue parlée à la maison présente l'avantage de la stabilité mais nie la variabilité en matière d'usage de la langue, dans les domaines tant privé que public. L'identité linguistique est effectivement une preuve de cette flexibilité mais elle est, d'autre part, caractérisée par une inévitable subjectivité et du fait que la langue n'est pas le seul critère sur lequel se construit l'identité. Cette étude s'efforce de démêler la compatibilité et la tension entre la langue parlée à la maison et l'identité linguistique. Dans le présent article, nous analyserons brièvement un certain nombre de constatations pour les situer ensuite dans un contexte (politique) plus vaste. Si le néerlandais est notre matière principale, il ne sera toutefois pas le seul à être abordé.

La diversité linguistique comme donnée

L'image linguistique bruxelloise est caractérisée en premier lieu par les connaissances linguistiques des Bruxellois. Ce critère permet de classer les langues en quatre groupes : les deux langues officielles le plus couramment parlées – utilisées obligatoirement dans un certain nombre de cas réglés par la loi – l'anglais, langue mondiale – également fréquemment employée dans le contexte économique et culturel – les langues scolaires – apprises surtout parce qu'elles sont enseignées et qu'elles acquièrent, du coup, un certain statut de reconnaissance – et, enfin, les langues des migrants qui ne sont pas transmises par l'école mais exclusivement par l'apprentissage linguistique intergénérationnel au sein des familles et/ou des institutions ou organisations liées à ces communautés. Cette répartition détermine également, dans une large mesure, la qualité de l'emploi de la langue. Si l'on exclut les écoles internationales et européennes, les langues officielles sont les seules langues d'enseignement en Région de Bruxelles-Capitale, et la connaissance d'au moins l'une d'entre elles est indispensable pour obtenir un diplôme et entrer dans la vie active. À côté des langues officielles, l'anglais est la langue scolaire la plus importante, très présente mais rarement apprise à la maison, et dont la qualité est par conséquent peut-être surestimée, surtout si l'on observe le peu d'intérêt qu'accordent les Bruxellois à l'enseignement des langues. Parmi les autres langues scolaires, citons également l'allemand, l'italien et l'espagnol qui sont, pour une partie de la population bruxelloise, des langues parlées à la maison mais qui restent pour la plupart des résidents belges des langues scolaires. Les langues des migrants sont utilisées parce que des personnes habitant à Bruxelles parlent ces langues à la maison. Elles le sont pratiquement exclusivement dans le cadre familial et n'ont, dans le contexte bruxellois qu'un statut limité, indépendamment du nombre de locuteurs. Si l'on compare la situation d'il y a cinq ans environ avec la situation actuelle, on note que c'est surtout le nombre de langues au sein de cette dernière catégorie qui a significativement augmenté et on constate également une quantité non négligeable de changements importants affectant les autres catégories.

Le tableau 1 donne un aperçu des langues les plus connues en Région de Bruxelles-Capitale. Les pourcentages renvoient à la proportion de personnes interrogées

qui estiment, par autoévaluation, qu'elles parlent la langue en question bien à parfaitement. Ce tableau compare les résultats de la première étude (*Taalbarometer 1* – baromètre linguistique 1 – TB1) avec ceux de la seconde (*Taalbarometer 2* – baromètre linguistique 2 – TB2).

Lorsqu'on se penche sur l'image linguistique globale, il n'y a rien d'étonnant au fait que le français, langue la plus importante parlée par environ 95 % des Bruxellois,

conserve sa position de *lingua franca*. Le nombre de locuteurs du néerlandais diminue, à telle enseigne que l'anglais est venu se nicher à la deuxième place (voir également Van Parijs, 2007) sans que la connaissance de l'anglais n'augmente de manière significative. L'anglais est une véritable langue scolaire et n'est guère parlée à la maison. En ce qui concerne le néerlandais, la proportion est de 50/50 et d'autres langues européennes de migrants, comme l'italien et l'espagnol, deviennent plus populaires à présent qu'elles ne sont plus seulement parlées par les immigrants provenant de ces pays, mais qu'elles sont également apprises à l'école. L'arabe et le turc, langues de migrants non européens, perdent du terrain. Elles sont pratiquement exclusivement transmises par les liens familiaux, ce qui garantit provisoirement une bonne qualité de la langue mais qui en restreint la base. Au sein de ces familles, le français est accepté comme deuxième langue en fonction de la durée de séjour et du bagage linguistique du partenaire. Ce n'est qu'au sein de la communauté que ces langues exercent une fonction, les langues européennes donnant toutefois aussi une plus-value économique à leurs locuteurs. Pratiquement tous les Bruxellois reconnaissent que cette richesse linguistique est une donnée positive et 17 % seulement d'entre eux trouvent que la cohabitation de personnes parlant des langues différentes constitue un problème.

Si l'on observe les Bruxellois sur la base de la langue parlée à la maison (voir tableau 2), bien peu de différences se sont dessinées au cours des cinq dernières années. Par exemple, le nombre de personnes unilingues francophones a augmenté au même titre que le nombre de nouveaux bilingues et ceci, aux dépens des autres

groupes qui enregistrent tous des scores légèrement en retrait. Cette tendance est surtout due aux Bruxellois pure souche qui sont plus fortement représentés dans le Bruxelles actuel en comparaison avec la première étude et aux migrants en provenance de l'étranger qui voient également augmenter leur impact relatif sur la popula-

	TB1 (bien à parfaitement)		TB2 (bien à parfaitement)	
1	Français	95,52%	Français	95,55%
2	Néerlandais	33,29%	Anglais	35,40%
3	Anglais	33,25%	Néerlandais	28,23%*
4	Arabe	9,99%	Espagnol	7,39%
5	Allemand	7,61%	Arabe	6,36%*
6	Espagnol	6,90%	Italien	5,72%
7	Italien	4,68%	Allemand	5,56%
8	Turc	3,33%	Turc	1,47%*
9	Berbère	3,09%	Portugais	1,67%
10	Portugais	1,43%	Lingala	0,99%
11	Grec	1,19%	Grec	0,91%
12	Russe	0,48%	Russe	0,64%
13	Lingala	0,39%	Berbère	0,36%*

Tableau 1. Langues les plus parlées en 2000 et 2006
(*Le seuil de significativité des différences dans les catégories entre les deux mesures est fixé à 0,05)

tion. Chez les néerlandophones, la proportion de Bruxellois néerlandophones nés dans la Région de Bruxelles-Capitale diminue autant que celle des personnes originaires de Flandre. Alors que le nombre de Bruxellois qui grandissent dans une famille néerlandophone diminue, de même que la proportion de néerlandophones, le nombre de familles néerlandophones unilingues reste également constant et les

	TB1	TB2
Néerlandais	9,5%	7,0%*
Français	51,6%	56,8%*
Néerlandais/français	9,9%	8,6%
Français/autre	9,3%	11,3%
Autres	19,7%	16,3%*

Tableau 2. Langue parlée à la maison en fonction de la famille d'origine
(*Le seuil de significativité des différences dans les catégories entre les deux mesures est fixé à 0,05)

	TB1	TB2
Langue parlée à la maison famille d'origine	49,2%	45,1%*
- langue unique parlée à la maison	27,3%	23,9%*
- langue parlée à la maison en combinaison	21,9%	21,2%
Langue d'enseignement	8,8%	11,3%*
Langue discipline scolaire	37,5%	38,7%
Langue parlée à la maison famille actuelle	0,6%	1,3%
Autres	3,9%	3,7%

Tableau 3. Acquisition de la langue parlée par les Bruxellois qui parlent le néerlandais bien à parfaitement
(*Le seuil de significativité des différences dans les catégories entre les deux mesures est fixé à 0,05)

néerlandophones utilisent davantage le néerlandais dans les mariages linguistiquement mixtes. Si environ la moitié des Bruxellois néerlandophones pure souche ont un partenaire francophone, tout comme environ un tiers des néerlandophones importés, on ne parle exclusivement le français que dans maximum un tiers des familles. Dans l'étude précédente, ce chiffre atteignait pratiquement la moitié des familles dans ce cas. Le nombre de familles dans lesquelles au moins un des deux partenaires est néerlandophone et où le français est la langue véhiculaire au sein du nouveau foyer passe d'environ un tiers à un cinquième. De même, chez les bilingues traditionnels, on constate une tendance à utiliser davantage le néerlandais en famille. Si les modifications chez les francophones et les allophones, après formation du foyer, restent limitées, dans leur nouvelle famille, les nouveaux bilingues parlent généralement davantage le français (d'un quart à un tiers d'entre eux). Chez les allophones, le français remporte toujours plus de succès comme deuxième langue familiale et le néerlandais ne joue aucun rôle. La seule voie d'accès pour le néerlandais dans les familles non néerlandophones est l'inscription des enfants dans une l'école de l'enseignement néerlandophone. Dans les familles francophones, ce choix d'école n'a aucun effet sur l'emploi des langues au sein de la famille, tandis que chez les allophones la situation est différente : on parle régulièrement le néerlandais avec les amis, mais aussi avec les frères et sœurs. Dans l'ensemble, on constate qu'en général, c'est la langue parlée en premier lieu que l'on transmet à la génération suivante, indépendamment de celle parlée à la maison.

Le tableau 3 donne un aperçu succinct de la manière dont les Bruxellois qui prétendent parler bien à parfaitement le néerlandais ont appris

cette langue. Moins d'un quart d'entre eux la parlait en tant que langue familiale unique dans la famille où ils ont grandi. À titre de comparaison, pour ceux qui parlent le français bien à parfaitement, il s'agit de près de la moitié et, pour l'anglais,

d'à peine 3 %. Pour la moitié de ces non néerlandophones, le néerlandais est une langue scolaire et la chose la plus remarquable est surtout le nombre croissant d'élèves sortant de l'enseignement néerlandophone. Il faut toutefois garder à l'esprit que les personnes interrogées avaient au moins 18 ans et que, par conséquent, la proportion croissante des non-néerlandophones inscrits récemment dans l'enseignement secondaire néerlandophone à Bruxelles ne se reflète que de manière limitée dans ces chiffres. Il est plus que probable qu'à l'avenir, ce nombre s'accroîtra

encore de manière sensible, surtout si l'on tient compte des initiatives d'enseignement bilingue qui font petit à petit leurs preuves dans l'enseignement francophone.

Les néerlandophones parlent également plus le néerlandais à Bruxelles en dehors du contexte familial. Dans leurs contacts avec l'administration et dans le cadre des soins de santé, le néerlandais est de plus en plus courant. Le tableau 4 illustre ce fait et montre en même temps la manière dont la richesse linguistique bruxelloise se réduit administrativement, pour les non-francophones, à l'emploi du français, ce qui, dans certains cas, conduit à les considérer comme francophones.

Les bilingues par tradition parlent également plus le néerlandais dans la sphère publique. En règle générale, les deux tiers des néerlandophones et des bilingues par tradition considèrent qu'actuellement, le néerlandais permet d'accéder à de plus en plus de services à Bruxelles. De même, parmi les francophones et les nouveaux bilingues, près de 60 % disent que l'on entend de plus

en plus parler le néerlandais à Bruxelles. Même parmi les allophones, plus de 60 % estiment qu'il est important de connaître également le néerlandais à Bruxelles. Cela se mesure, par exemple, à la population d'élèves fréquentant l'enseignement néerlandophone qui devient de plus en plus populaire auprès des non-néerlandophones, ainsi qu'au succès des cours de néerlandais pour adultes. Ce sont pourtant ceux qui possèdent déjà une base de la langue qui souhaitent suivre un cours de néerlandais ; ceux qui ne connaissent pas la langue ne sont pas enclins à l'apprendre.

Il est évident que l'enseignement joue un rôle essentiel dans une société multilingue. Les classes linguistiquement mixtes sont une réalité dans toutes les écoles, ce qui est considéré par environ 80 % des Bruxellois comme une véritable richesse (ce chiffre va de 81,4 % pour les néerlandophones à 91,3 % pour les allophones). Le renforcement de l'enseignement des langues est une priorité de nombreux Bruxel-

		Néerlandais	Français	Nl/Fr
Néerlandophones	TB1	48,3%	41,2%	10,5%
	TB2	59,9%*	30,2%*	9,9%
Francophones	TB1	2,5%	97,5%	1,9%
	TB2	1,6%	97,4%	0,8%
Bilingues par tradition	TB1	4,4%	86,7%	8,8%
	TB2	10,7%*	81,8%*	7,5%
Nouveaux bilingues	TB1	1,7%	94,0%	3,8%
	TB2	1,8%	97,9%*	0,4%
Allophones	TB1	1,2%	96,6%	0,8%
	TB2	1,7%	94,8%	1,5%

Tableau 4. Emploi des langues dans les administrations communales
(*Le seuil de significativité des différences dans les catégories entre les deux mesures est fixé à 0,05)

lois. S'il est vrai que les néerlandophones sont légèrement moins convaincus que l'enseignement bilingue est la marche à suivre vers le multilinguisme, la plupart d'entre eux trouvent tout de même que c'est là une solution possible. Ce sont surtout les francophones (12,8 %) et les bilingues par tradition (9,8 %) qui attachent peu de crédibilité au fait que l'enseignement multilingue se développerait aux dépens de la connaissance linguistique de la langue d'enseignement d'origine de leur propre régime linguistique. Les néerlandophones sont, à cet égard, un peu plus méfiants mais la majorité d'entre eux ne croit pourtant pas que le niveau du néerlandais en souffrirait (seuls 18,7 % le pensent). À l'opposé, 40 % des néerlandophones estiment que l'enseignement néerlandophone n'accorde pas suffisamment d'importance à l'enseignement des langues pour former des élèves bilingues, et seulement 10 % des francophones sont convaincus de leur système d'enseignement s'en porte garant. Chez les Bruxellois ayant des antécédents linguistiques différents, quelque 85 % sont persuadés que l'enseignement à Bruxelles faillit à cette mission. Le fait que le bilinguisme soit une nécessité est évident pour la majorité des Bruxellois, quelque 95 % d'entre eux sont convaincus que le bilinguisme est une condition sine qua non pour entrer sur le marché du travail.

Il n'y a pas que dans l'enseignement que l'on rencontre des personnes possédant un bagage linguistique différent : de plus en plus, la vie associative est marquée par cette diversité. Si le degré de participation des néerlandophones augmente, à l'inverse de celui des Bruxellois ayant un autre contexte linguistique, cela ne signifie pas qu'ils optent systématiquement pour des associations flamandes. Les associations bruxelloises ne sont plus homogènes sur le plan linguistique. Observons par exemple les associations néerlandophones : 85 % de ces associations utilisent comme langue véhiculaire le néerlandais, mais le bagage linguistique de leurs membres est extrêmement diversifié. La même chose est vraie pour d'autres associations. C'est ainsi que la vie des associations a évolué de la stricte séparation sur la base du contexte linguistique vers un lieu de rencontre pour tous les Bruxellois, d'autant plus que les associations les plus populaires sont les associations sportives ainsi que les associations socialement engagées qui se mobilisent autour de problématiques non liées à la langue.

Si les Bruxellois se rencontrent par le biais de l'enseignement et de la vie associative, l'acquisition des informations par le biais des médias fonctionne de manière strictement séparée en fonction du régime linguistique. Les néerlandophones et, dans une moindre mesure, les bilingues par tradition, consultent la presse flamande alors que ceux qui ne parlent pas le néerlandais à la maison ne lisent que rarement ou jamais les journaux flamands et ne regardent pratiquement pas les programmes télévisés néerlandophones. S'ils le font, c'est pour regarder des films et des séries qui, sur les chaînes flamandes, sont diffusés en version originale, à l'inverse des chaînes francophones. Pour les francophones et les allophones, les chaînes flamandes sont donc plus anglophones que vraiment néerlandophones. Cette tendance se retrouve également dans la presse quotidienne : les néerlandophones lisent les journaux francophones et néerlandophones, les francophones et les allophones s'informent presque exclusivement par le biais de la presse francophone. Il est intéressant de noter que si chez les néerlandophones, la proportion des journaux néerlandophones dépasse celle des journaux francophones, la diversité importante des titres fait que *Le Soir* reste tout de même le journal le plus lu parmi les

néerlandophones. En ce qui concerne le journalisme de proximité, les néerlandophones se tournent, en grande majorité, vers les médias locaux francophones.

En dehors de la sphère privée, le français reste dominant comme *lingua franca* dans la vie quotidienne. Si un Bruxellois entame une conversation en rue avec un illustre inconnu, il le fait en français. On constate cependant, par exemple, que dans l'administration, en dépit des plaintes invoquées par certains néerlandophones comme raison secondaire pour finalement déménager vers la Flandre (Janssens, 2007b), ils utilisent, en comparaison avec l'étude précédente, de plus en plus le néerlandais, comme le font aussi les bilingues par tradition. Dans le domaine des soins de santé, les néerlandophones peuvent également davantage s'exprimer en néerlandais, même si cela signifie qu'ils utilisent le français de façon moins exclusive et davantage les deux langues officielles.

La situation sur le marché du travail est souvent invoquée pour illustrer la nécessité du bilinguisme. Il est intéressant de noter l'augmentation significative du niveau des diplômes de ceux qui travaillent à Bruxelles. L'augmentation des exigences en cette matière se traduit également par la question de plus en plus souvent posée, lors du recrutement, de la connaissance des langues. À cet égard, la connaissance du néerlandais est manifestement plus importante que celle de l'anglais. Si l'on observe la manière dont les organisations et les entreprises se font connaître dans le monde extérieur, l'anglais joue alors un rôle considérable. Le français reste la langue la plus importante mais force est de constater qu'en raison de l'introduction de l'anglais, la publicité et la communication dans les deux langues officielles perd du terrain au profit d'autres combinaisons de langue. Cet accroissement de la diversité a pour résultat que certaines entreprises s'adressent encore exclusivement en français au public, même si le rôle du français diminue dans la communication totale. Ce n'est que dans le secteur horeca que l'on constate une augmentation significative de l'emploi du néerlandais et de l'anglais, ce qui s'inscrit manifestement au désavantage de la communication unilingue en français. Même si les premiers contacts avec les clients et les fournisseurs se produisent essentiellement en français, les contacts réels et quotidiens sont caractérisés par une plus grande diversité et la moitié des membres du personnel qui s'adressent à la clientèle déclarent parler aussi le néerlandais. En règle générale, on parle plus le néerlandais avec les clients néerlandophones, surtout dans l'horeca, et le nombre de plaintes est très limité. Au sein des organisations et des entreprises, le français reste dominant et les néerlandophones s'adressent à leurs collègues, subordonnés ou autres, davantage en français qu'en néerlandais. Les allophones choisissent pour leurs contacts avec les néerlandophones de plus en plus l'anglais plutôt que le français. Néanmoins, la hiérarchie linguistique dans le secteur économique bruxellois est claire : le français est la langue la plus importante suivie par le néerlandais et l'anglais est à la troisième place.

Si la connaissance d'une langue et l'emploi de celle-ci constituent des mesures relativement objectives, il n'en est pas de même pour l'identité linguistique dans la mesure où cette notion est essentielle dans le cadre du sentiment communautaire. Indépendamment du bagage linguistique, une grande majorité des gens se sentent en première instance belges ou bruxellois. Le terme « flamand » est manifestement sensible pour tout les Bruxellois. Chez les néerlandophones, ce sont surtout les populations les moins formées et les jeunes qui se sentent flamands. Il y a même un groupe qui dit explicitement n'avoir aucune affinité avec le terme « flamand ». Chez

les bilingues par tradition, ce sont les jeunes qui se sentent le plus éloignés des Flamands. Si l'on ne parle pas le néerlandais à la maison, la distance mentale avec les Flamands est plutôt générale. Chez les francophones et les nouveaux bilingues, l'identification en tant que francophone ne se situe qu'en quatrième place et ils se sentent d'abord Bruxellois, Belges et/ou Européens. Si ces nouveaux bilingues choisissent tout de même une affiliation avec l'une des communautés linguistiques traditionnelles, ils choisissent la francophonie mais seule une minorité établit ce lien. Les allophones, à l'exception de ceux qui travaillent dans des institutions internationales et qui n'émettent à ce sujet qu'un jugement vague, prennent une position très négative à l'égard des Flamands.

Le fait que les Bruxellois ne se considèrent pas comme faisant partie de la Flandre est évident à la lecture du paragraphe précédent. Il n'y a pas davantage de lien fort avec la Wallonie. Pourtant, on constate une certaine polarisation illustrée par le fait qu'en comparaison avec l'étude précédente, le choix lors des élections pour les listes unilingues francophones ou unilingues néerlandophones a significativement pris de l'ampleur.

Les langues à Bruxelles : entre cohésion et polarisation

Lorsqu'on observe le paysage linguistique bruxellois, on relève une diversité significativement croissante des langues parlées à la maison. La base linguistique et culturelle de Bruxelles ne cesse de s'élargir. Outre cette diversité, la rapidité à laquelle l'évolution linguistique se produit est également remarquable. Bien que l'âge moyen du Bruxellois se situe au-dessus de la moyenne belge, les « communes d'immigrés » sur les 19 communes bruxelloises se trouvent dans la liste des communes les plus jeunes de Belgique : Saint-Josse-ten-Node est la commune belge ayant la population la plus jeune suivie, entre la troisième et la sixième place par Schaerbeek, Molenbeek Saint-Jean et Saint-Gilles. Dans ces communes, les changements linguistiques peuvent intervenir rapidement à cause de la composition démographique et linguistique de leur population : citons par exemple la modification du modèle des mariages où l'on choisit de moins en moins souvent des partenaires provenant du pays d'origine ou l'afflux croissant de migrants en provenance de l'Europe de l'Est dans un certain quartier, cela ne permet que très difficilement d'imaginer le futur paysage linguistique. De plus, le grand nombre de célibataires et de couples ayant des bagages linguistiques différents rend les prévisions assez aléatoires. Le fait que ces évolutions puissent se réaliser dans un délai relativement court est illustré par les différences significatives en matière d'emploi du néerlandais. Si la relation d'un néerlandophone avec un partenaire francophone débouchait, dans la première étude, sur une famille dont la langue véhiculaire à la maison était le français, on constate aujourd'hui qu'en dépit de l'augmentation des relations mixtes sur le plan linguistique, on parle tout de même plus le néerlandais au sein des familles. Les évolutions en matière de bagage linguistique qui se produisent au sein des populations d'élèves de l'enseignement néerlandophone sont un autre reflet de la dynamique d'un Bruxelles multilingue. Ces évolutions rapides dans un contexte de diversité linguistique croissante sont en effet le résultat le plus remarquable de cette étude. Cela rend les pronostics à long terme particulièrement incertains.

De même, l'évolution au sein même du paysage linguistique est remarquable. Le renforcement de l'emploi du néerlandais chez les néerlandophones va de pair avec une diminution du nombre global de néerlandophones. Cette diminution est fort relative. Bien que le nombre de personnes qui parlent bien à parfaitement le néerlandais diminuent, la proportion nombre de Bruxellois qui ne parlent absolument pas le néerlandais diminue également, ce qui débouche sur un groupe notoire de personnes qui ont tout de même des notions de la langue. L'enseignement semble, à cet égard, un garde-fou crucial qui transforme la diversité en connaissance de trois langues de contact. Grâce à son rôle de *lingua franca*, pratiquement tout le monde parle un français correct mais grâce à sa popularité comme langue scolaire, l'anglais dépasse le néerlandais qui n'en est pas moins appris par un groupe croissant grâce à l'enseignement. On peut, dans ce contexte, se poser la question de savoir quel est le niveau de qualité des connaissances des langues scolaires, interrogation qui peut être étendue au français parce que tout le monde prétend parler correctement le français alors que, dans ce cas également, la diversité est très importante. Le fait que la richesse linguistique personnelle présente surtout une valeur utilitaire est prouvé par les constatations qui renvoient au lien entre la langue et l'identité. Bien que, comme nous l'avons vu, les évolutions linguistiques soient en elles-mêmes difficiles à prévoir, il apparaît clairement qu'à l'avenir, les Bruxellois maîtriseront et emploieront plusieurs langues dans chaque domaine. Il ne s'agit donc plus ici de faire des allophones des néerlandophones ou des francophones mais bien de veiller à ce que, au sein d'un contexte donné, les deux langues puissent être employées de manière correcte.

Dans ce processus d'acquisition d'une langue, l'enseignement joue un rôle crucial. Il constitue le lien entre, d'une part, les familles où une multitude de langues sont parlées et, d'autre part, la société urbaine bruxelloise en général et son marché du travail en particulier. L'étude montre clairement qu'en cas d'optimisation de ce lien, bon nombre de questions doivent pouvoir être posées. Bien que la très grande majorité des Bruxellois prétendent que le bilinguisme est un élément essentiel de l'identité bruxelloise et qu'ils soulignent pratiquement unanimement la nécessité de celui-ci sur le marché du travail, une minorité d'entre eux seulement s'estime satisfaite de l'enseignement des langues. Là où près d'un tiers de néerlandophones est d'accord avec le fait que l'enseignement constitue une bonne préparation en matière de connaissances linguistiques et où l'enseignement néerlandophone est généralement bien évalué quant à sa capacité à enseigner les première et deuxième langues, dans les autres groupes linguistiques, seuls 10 % souscrivent à cette analyse. De là, la nécessité d'un autre enseignement des langues, ce qui rend crédible, par exemple, la proposition d'organiser un enseignement bilingue. Ce bilinguisme est notamment crucial si le gouvernement veut garantir des services bilingues. Le fait que le chiffre du chômage des jeunes à Bruxelles s'élève à 35 %, loin au-dessus de la moyenne européenne de 17 %³, ne peut pas être exclusivement imputé aux connaissances linguistiques limitées, mais celles-ci se trouvent incontestablement à la base du problème. Le succès des cours de néerlandais pour adultes n'éveille que peu d'étonnement, même si l'on constate que ce sont ceux qui possèdent déjà un niveau correct de compétence en néerlandais qui sont le plus enclins à suivre un cours supplémentaire. Les personnes qui ne possèdent aucune connaissance de la

³ Source : Rapport de l'OCDE sur l'emploi des jeunes dans les pays, 2007.

langue ne lui accordent que peu d'intérêt. Le fameux effet Matthieu montre le bout du nez. La même chose est valable également pour les défenseurs de l'enseignement bilingue : plus le niveau de connaissances linguistiques des parents est élevé (ce qui est inhérent au niveau de leur diplôme), plus ils plaident en faveur de l'enseignement bilingue. Le fait qu'une autre approche de l'enseignement des langues est nécessaire d'urgence ressort manifestement de cette étude, mais c'est précisément le groupe qui n'a qu'une connaissance limitée de la langue qui estime la remédiation la moins nécessaire. Au vu des antécédents des parents qui plaident pour un meilleur enseignement et qui, en cas de réorganisation trouveront également les premiers le chemin de nouvelles initiatives, il faut veiller à ce que ne se développe pas un enseignement élitiste bilingue/multilingue dont seuls les enfants des riches Bruxellois pourront profiter. Provisoirement, ce ne sont, à quelques expériences près, que les enfants des fonctionnaires européens qui peuvent suivre un enseignement multilingue par le biais des écoles européennes. En cas de réforme de l'enseignement des langues, il faut veiller à ne pas accroître le gouffre entre les unilingues et les multilingues. Une première condition serait que le débat sur l'enseignement (linguistique) soit mené sur la base d'arguments pédagogiques et non d'arguments sentimentaux. Pour le moment, il semble que l'enseignement néerlandophone offre une meilleure garantie de formation d'étudiants bilingues et constitue la seule manière de rendre le néerlandais accessible aux familles non néerlandophones. Bien que la demande de l'économie soit la motivation la plus forte pour l'apprentissage du néerlandais, l'enseignement reste une institution incontournable qui, à ce niveau, doit veiller à entretenir et, éventuellement, à accroître ce mouvement. En cas de nécessité, l'économie peut aller chercher sa main-d'œuvre ailleurs. Côté néerlandophone, il importe surtout de continuer à investir dans cet enseignement et à le renouveler pour ne pas perdre cet atout. La suite consisterait à créer un environnement scolaire idéal où les Bruxellois non néerlandophones pourraient devenir bilingues. Etant donné le nombre relativement limité d'enfants provenant de familles unilingues néerlandophones, l'avenir du néerlandais à Bruxelles est de plus en plus entre les mains des bilingues, voire des multilingues.

Outre les deux langues officielles du paysage linguistique bruxellois, l'anglais occupe également une place de choix. Sa caractéristique spécifique réside en ce qu'elle est surtout apprise à l'école et qu'elle ne joue par conséquent aucun rôle 'naturel' au sein des familles bruxelloises, à l'opposé du français, du néerlandais et des autres langues des immigrés non européens. De plus, dans la sphère publique non économique, elle joue un rôle limité, même si elle est nettement – quoique passivement – présente dans la sphère privée par la participation des médias et de la culture. Ce n'est que dans le secteur économique qu'elle est incontournable. Au sein des institutions européennes et de quelques organisations et entreprises internationales, c'est la langue véhiculaire la plus parlée et l'expansion de l'UE a eu notamment pour effet que le grand groupe de jeunes Européens, venus s'installer et travailler à Bruxelles, ont appris l'anglais et non le français dans leurs pays d'origine respectifs. Cela explique le fait que le groupe de Bruxellois qui ne parlent pas le français est constitué, pour une très grande part, de jeunes adultes. On peut partir du postulat que la diversité croissante joue en faveur de l'anglais. Toutefois, on peut difficilement, sur la base des faits, prétendre que cette langue détrône le néerlandais comme on pourrait le déduire erronément de l'image linguistique générale.

L'anglais n'est dominant que dans les institutions internationales, mais ces institutions et leurs collaborateurs forment une communauté à part et le contact avec le Bruxelles du quotidien est assez limité. Dans le reste du secteur économique, l'impact de l'anglais s'accroît à vue d'œil, mais la hiérarchie claire avec le français comme langue principale, le néerlandais comme deuxième et l'anglais comme troisième langue reste tout à fait d'actualité. C'est également ce qui ressort de l'étude de Mettewie et Van Mensel (2006) qui montre que, sur le marché de l'emploi bruxellois, on souffre d'une grave pénurie de bilingues néerlandais/français et nettement moins de multilingues. De plus, l'étude conclut que, dans le contexte de la mondialisation économique, l'anglais joue assurément un rôle essentiel dans la communication externe des entreprises, mais alors seulement en combinaison avec le français ou le néerlandais, et jamais seul. Cette constatation se confirmait déjà dans les chiffres du chapitre « langue et situation de travail ». Le fait que l'anglais deviendrait petit à petit la langue la plus importante est également relativisé par les Bruxellois eux-mêmes. 12% seulement des néerlandophones trouvent que l'anglais est plus important à Bruxelles que le français. Une minorité des allophones (44,4%) estime que si on connaît l'anglais à Bruxelles, la connaissance du français est superflue. D'autre part, une majorité des francophones pense aussi que la connaissance du néerlandais est plus importante que celle de l'anglais (52,6% sont de cet avis). Si on parle plus l'anglais, c'est aux dépens du français. Quelque 70% des néerlandophones pensent que l'anglais constitue surtout une menace pour le français et chez les francophones, 80% pensent que c'est le cas. Toutefois, l'anglais peut aussi menacer le néerlandais. Dans le secteur économique, le bilinguisme traditionnel est de plus en plus remplacé par l'anglais et par une diversité linguistique croissante, ce qui a pour effet que, dans le cadre de la communication générale, on choisit soit l'anglais soit le français. Donc, bien qu'on ne puisse dénier à l'anglais son influence croissante, il reste que les trois langues de contact les plus importantes à Bruxelles continuent tout de même à remplir leurs fonctions. Dans ce contexte, l'anglais entre en concurrence dans certains domaines avec le français et, bien moins, avec le néerlandais. Là où, pour le moment, on choisit une communication bilingue, il constitue en effet une alternative.

Ce n'est pas seulement un manque de connaissances linguistiques qui est à la base de l'incompréhension entre les Bruxellois. Bien que cette étude n'ait pas pour but de s'intéresser à l'impact des médias sur l'image linguistique et les relations mutuelles entre les groupes linguistiques, on ne peut contester les résultats de l'analyse montrant qu'ils jouent sans doute un rôle. Tandis que les néerlandophones recherchent des informations sur l'actualité belge et bruxelloise dans les médias néerlandophones et francophones et que les médias bilingues sont quasi inexistantes à Bruxelles, les autres groupes linguistiques ne consultent que presque exclusivement les médias francophones. Cela joue assurément un rôle dans l'image extrêmement négative que, par exemple, les allophones ont des Flamands. La question de savoir si les médias flamands portent suffisamment d'intérêt à Bruxelles n'entre pas non plus dans le cadre de cette étude, mais il y a tout de même une série d'indications qui tend à prouver qu'ils n'ont pour Bruxelles que bien peu d'attention. Ainsi, le journal francophone bruxellois le plus populaire chez les Bruxellois néerlandophones est *Le Soir* et ces derniers lisent, à l'inverse des francophones, la presse locale pour rester au courant de la réalité bruxelloise quotidienne. Si les Bruxellois néerlandophones souhaitent savoir ce qui se passe dans leur environnement direct,

ils consultent en général une publication en français. De même, la perception que les Flamands ont de Bruxelles est influencée par la manière dont la presse flamande dépeint Bruxelles. Dans l'enquête sur les déménagements (Janssens, 2007b), il apparaissait clairement que l'on a, de Flandre, une image relativement négative de Bruxelles et que l'on y trouve, par exemple, la situation de l'enseignement lamentable. Ce sont par ailleurs les personnes dont les enfants fréquentent un établissement d'enseignement néerlandophone qui se déclarent contents de celui-ci. Dans tous les cas, il y a moyen de métamorphoser l'image de Bruxelles et de la communauté flamande à Bruxelles, non seulement à l'égard de Bruxellois néerlandophones mais également à l'égard de la Flandre et des non-néerlandophones à et en dehors de Bruxelles. Si les canaux *ad hoc* ne semblent pas disponibles pour l'instant, ce type de communication ne devrait pas constituer un problème insurmontable à notre ère digitale.

Le fait que les non-néerlandophones trouvent que la connaissance du néerlandais est importante ne signifie nullement qu'ils apprécient la langue. L'animosité réciproque entre les néerlandophones et les francophones, déjà constatée dans une étude précédente (Mettewie & Janssens, 2007b), se confirme à nouveau ici. Si 92,7% des néerlandophones trouvent que le français est une belle langue, 43,4% des francophones trouvent aussi le néerlandais agréable et, parmi les nouveaux bilingues, on n'en trouve qu'un tiers. Les néerlandophones sont beaucoup moins négatifs à l'égard du français même si les francophones ne sont pas franchement négatifs vis-à-vis du néerlandais, mais bien à l'égard des Flamands. Bien que la majorité des bruxellois considèrent que le bilinguisme est un élément essentiel de l'identité bruxelloise (les néerlandophones, avec 97,4% de réponses positives en sont nettement plus persuadés que les francophones qui n'en sont convaincus qu'à 75,3%), une majorité de francophones trouve que le néerlandais est indépendant de la communauté flamande et de la culture flamande. Les néerlandophones font la même distinction entre le français et la communauté française. Ce n'est que chez les allophones qu'une majorité trouve que les deux sont inséparables. Les Non-Néerlandophones reconnaissent le rôle et le statut du néerlandais à Bruxelles mais ne trouvent pas que la Flandre, à l'instar de la Wallonie d'ailleurs, ait beaucoup de liens avec Bruxelles. Côté francophone, cette politique peut sembler logique, étant donné la distinction qui est faite entre les Communautés et les Régions, mais pour les néerlandophones, c'est moins évident puisque la Communauté flamande se caractérise par l'unicité de sa langue et que, dans un contexte bruxellois multilingue, cette identification avec une communauté unilingue n'est pas évidente. Le néerlandais et le français jouent une fonction qui leur est propre au sein de ce contexte multilingue, si bien qu'il ne semble pas illogique que l'on distingue cette fonction des cultures flamande ou française elles-mêmes, lesquelles établiraient un lien avec un contexte monoculturel.

De toute évidence, néerlandais et flamand sont de moins en moins perçus par les Bruxellois comme des synonymes. Cela se marque en particulier dans la relation entre la langue et l'identité. Celle-ci est déjà, en soi, très compliquée. L'identité ne découle pas automatiquement des antécédents linguistiques ni de l'emploi quotidien d'une langue. Une personne peut s'identifier avec d'autres qui parlent la même langue qu'elle, mais elle peut aussi se considérer comme bilingue ou comme membre d'une communauté multilingue dans laquelle une des catégories ne peut certainement pas exclure l'autre. Le fait que la plupart des Bruxellois ne s'identifient ni

avec la communauté flamande ni avec la communauté française n'a rien d'étonnant. A Bruxelles, on ne vit pas dans un environnement unilingue et, tant dans ses relations personnelles que dans la vie publique quotidienne, il y a une confrontation permanente avec cet environnement multilingue : son propre cercle d'amis est généralement diversifié en matière de langue, la même chose est vraie pour la vie associative et l'environnement de travail... Le lien avec une Communauté française ou flamande qui se profile, sur le plan politique, essentiellement comme une communauté unilingue, n'est pas évident au même titre que l'identification avec une entité territoriale dont les Bruxellois ne veulent en aucun cas faire partie. Il n'est par conséquent pas étonnant que « Bruxelles » ou la « Belgique » servent de base d'identification pour les communautés. Il est plus problématique de s'identifier comme 'Flamand'. Les francophones, allophones et même une partie des néerlandophones ne veulent en aucun cas être identifiés avec la notion de 'Flamand'. Cela entraîne une situation quelque peu ambiguë où, d'une part, le néerlandais, en tant que langue, devient plus important et où la nécessité d'apprendre cette langue est reconvenue par un nombre croissant de Bruxellois, mais où, d'autre part, le terme 'flamand' semble éloigner de plus en plus les communautés l'une de l'autre. Ces tensions s'expriment au niveau politique, mais, en outre, les Bruxellois non néerlandophones associent souvent 'flamand' à l'extrémisme flamand et l'intolérance. À tel point qu'une partie non négligeable des Bruxellois néerlandophones prennent de la distance avec l'adjectif 'flamand'.

Le multilinguisme est considéré par les Bruxellois comme une plus-value et le bilinguisme est lié indissociablement à l'identité bruxelloise. Au sein de la structure de l'Etat fédéral basée sur la dualisation, cela place la politique face à une série de défis importants. Le multilinguisme implique que l'on parle et que l'on apprenne plusieurs langues et, à cet égard, la majorité des habitants de la Région de Bruxelles-Capitale estime que des réformes de l'enseignement sont indispensables. La diversité au sein de l'enseignement néerlandophone a souvent été pointée comme une situation problématique mais l'enseignement francophone accuse d'importantes lacunes dans sa tâche de faire de ses élèves des citoyens bilingues. Que les néerlandophones sont sans doute les mieux placés pour apprendre leur langue aux élèves francophones, quel que soit le contexte, semble, sur le plan pédagogique, peut être une évidence, mais politiquement, c'est une véritable utopie. Ce n'est pourtant pas le seul problème auquel les deux communautés doivent trouver une réponse. En ce qui concerne la représentation politique, la relation entre les Bruxellois et leurs communautés respectives est loin d'être évidente. Il est certain que, pour la minorité, c'est renforcer sa propre position politique que de soutenir la fonction de sa propre langue, même si les Flamands se trouvent dans une situation quelque peu ambiguë. Si l'on analyse les deux dernières élections, on constate qu'au niveau communal, les représentants flamands élus se trouvaient surtout sur des listes bilingues tandis qu'aux élections fédérales récentes, les Flamands étaient supposés voter pour des partis dont les principales têtes de liste défendaient à tout crin l'idée qu'ils ne souhaitaient plus représenter les Bruxellois néerlandophones dans la conformation institutionnelle actuelle. Il n'est par conséquent pas étonnant que les Bruxellois n'attendent pas vraiment leur salut de la Flandre ou de la Wallonie alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à opter pour le changement. Finalement, la vie quotidienne est vécue surtout au sein de la famille, du quartier et éventuellement du lieu de travail et ces environnements ne sont pas vraiment divisés en communautés

linguistiques : c'est la diversité qui en est la donnée centrale. La tension entre la structure politico-administrative de Bruxelles et la réalité de la société multilingue est un fait, ce qui n'empêche pas que l'on souhaite, par exemple, sur la base d'une structure d'enseignement duale, préparer ses enfants à cet environnement de vie multilingue. Cela ne devient un problème que si ces enfants ne semblent pas en état de communiquer. Ce qui est néanmoins important dans ce contexte est le fossé entre les jeunes des deux communautés linguistiques dans lesquelles le 'flamand' semble fonctionner comme un catalyseur.

Conclusion

Il est très difficile d'évaluer l'évolution du paysage linguistique. Pour le néerlandais, le bilan semble modérément positif. La majorité des Bruxellois reconnaît que le bilinguisme est une caractéristique essentielle de Bruxelles et souscrit à la nécessité de connaître le néerlandais. Les néerlandophones utilisent davantage leur langue même si le groupe qui le fait à la maison a tendance à diminuer. En même temps, ils détiennent, avec l'enseignement, un instrument précieux pour transmettre la langue tant aux néerlandophones qu'aux non néerlandophones. L'importance de la langue ne se limite pas au nombre de pratiquants de celle-ci comme langue maternelle au sein de la Région de Bruxelles-Capitale. La connotation négative de l'aspect 'flamand' s'inscrit à ses dépens. Si la première étude et la discussion sémantique tournaient encore autour des termes 'Flamands bruxellois' et 'Bruxellois flamands', l'accent se déplace aujourd'hui sur le conflit entre 'néerlandais' et 'flamand'. L'étiquette 'néerlandaise' se transforme de plus en plus et le choix linguistique devient plus idéologique. La discussion sur la division de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Halle-Vilvorde illustre la déconnexion entre la Flandre et les Bruxellois néerlandophones. Leur position n'en est pas devenue plus évidente pour autant.

Le français est et reste la langue la plus importante. En tant que langue parlée à la maison par un grand groupe d'allophones, elle renforce sa position et, en tant que *lingua franca*, elle domine l'emploi public des langues. La diversité accrue joue le jeu de l'anglais qui, dans une mesure limitée, gagne en importance dans la vie publique, en particulier dans l'environnement de travail. Le fait que l'anglais prenne parfois la place du néerlandais, mais surtout celle du français, ne signifie pas que cette langue s'impose aux dépens des langues traditionnelles. Même si elle devient la deuxième langue la plus connue et si elle est surtout populaire parmi les jeunes, sur le plan des langues parlées à la maison, l'anglais reste faible parce qu'il reste une langue scolaire dont la fonction est utilitaire. Il en va pour l'anglais de même que pour le français, lequel domine les représentations courantes de l'emploi des langues et y dissimule en fait une grande diversité de situations.

Bibliographie

- JANSSENS, Rudi, "Taalgebruik in Brussel. Taalverhoudingen, taalverschuivingen en taalidentiteit in een meertalige stad", *Brusselse Thema's* 8, Brussel, VUBPRESS, 2001.
- JANSSENS, Rudi, "Van Brussel gesproken. Taalgebruik, taalverschuivingen en taalidentiteit in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", *Brusselse Thema's* 15, Brussel, VUBPRESS, 2007a.
- JANSSENS, Rudi, *Nederlandstalige verhuizers van en naar Brussel. Een wetenschappelijk onderzoek naar de verhuisbewegingen van de Nederlandstalige bevolkingsgroep in en uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Onderzoek in opdracht van de Vlaamse Gemeenschapscommissie*, Brussel: BRIO, 2007b. (te downloaden via de website www.briobrussel.be)
- METTEWIE Laurence & JANSSENS Rudi, "Language use and language attitudes in Brussels", *Multilingualism in European Bilingual Contexts, language Use and Attitudes*, Lagabaster D. & Huguet A. (Ed.), Clevedon: Multilingual Matters, 2007, pp117-143.
- METTEWIE, Laurence & VAN MENDEL, Luk, *Entreprises bruxelloises et langues étrangères. Pratique et coût d'une main d'œuvre ne maîtrisant pas les langues étrangères*, Rapport de recherche de TIBEM, 2006, pp125. (te downloaden via de website www.briobrussel.be)
- VAN PARIJS, Philippe, "Brussel hoofdstad van Europa: de nieuwe taalkundige uitdagingen". *Brussels Studies*, elektronisch wetenschappelijk tijdschrift voor onderzoek over Brussel (www.brusselsstudies.be), nummer 6, 3 mei 2007.